



Mafia d'État



[Imprimer en fichier pdf](#)

<https://swisscorruption.info/mpc>

Démocratie en otage et Détournement de l'État de Droit

Élus par les membres corrompus des Chambres fédérales qui obéissent aux Lobbys économiques, les Membres du Gouvernement fédéral et les Magistrats judiciaires trahissent le Peuple souverain

<https://swisscorruption.info/implications>



Le Tribunal Fédéral

Conseil Fédéral

Partis politiques PDC/Le Centre – PLR – UDC – PS – Les Verts

Ministère Public de la Confédération

FedPol – Police fédérale

Dénonciations de Dominique DE BUMAN, Conseiller National

Armée Suisse & Constitution fédérale

UBS SA et CREDIT SUISSE

Le Comité des 300

Conclusion

Une Démocratie est fondée sur l'État de Droit ! Quand l'État de Droit faillit, nous sommes en Dictature

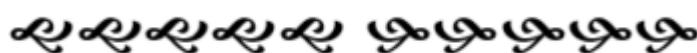
L'Etat, ses Devoirs et ses Obligations

Sur le plan sociologique, l'État est un ensemble de personnes vivant sur un territoire déterminé et soumis à un gouvernement qui doit être **indépendant et ne pas agir en fonction de directives secrètes** comme ça semble être le cas depuis que les mondialistes de Davos, veulent imposer leur « Grand Reset ». La pandémie machiavélique COVID organisée au sein de l'État, avec les morts inutiles qu'elle a occasionnées, en a été un exemple significatif.

Du point de vue organisationnel, c'est une forme d'organisation que **la société** – c'est-à-dire le Peuple souverain – utilise pour s'orienter et se gérer. L'État désigne également un ensemble de personnes qui acceptent de s'imposer un ordre sous certaines conditions fixées dans la Constitution sous contrôle du Peuple souverain.

Sur le plan juridique, « l'État peut être considéré comme l'ensemble des pouvoirs d'autorité et de contrainte collective que la nation possède sur les citoyens et les individus, en vue de **faire prévaloir ce qu'on appelle l'intérêt général en faveur du Peuple souverain, et avec une nuance éthique, le bien public ou le bien commun** ». Il n'est nullement question de l'intérêt d'un groupe de personnes concentrées dans une Oligarchie qui est bien au contraire illégal.

En droit international, un État souverain est vu comme délimité par des frontières territoriales établies, à l'intérieur desquelles ses lois s'appliquent à une population permanente, et comme constitué d'institutions par lesquelles il exerce une autorité et un pouvoir effectif. **La légitimité de cette autorité** devant reposer — au moins pour les États se disant démocratiques — **sur la souveraineté du peuple ou de la nation.**



Constatons qu'en Suisse, tous les éléments convergent vers une corruption absolue, démontrée par le fait que les Autorités Judiciaires et Politiques du Pays agissent au mépris de la Législation mise en place et contre les garanties que LA CONSTITUTION FÉDÉRALE procure à chaque Citoyen !



Une Mafia politico-judiciaire constituée en Organisation criminelle au sein même de l'État

En raccourci, disons que les Institutions politiques et judiciaires suisses, à TOUS les échelons, ne sont plus composées que de Mafieux selon la définition ci-après :

<https://swisscorruption.info/info/2023-08-14.pdf>

L'État Mafieux

Dans certains Pays, le crime organisé est souvent contrôlé par la Mafia, quelle que soit sa branche. La Mafia est une organisation secrète de banditisme, qui s'est imposée par l'intimidation, la violence et la corruption. La « Mafia » ou système mafieux, est ainsi une **organisation criminelle dont les activités sont soumises à une direction collégiale occulte**, qui repose sur une stratégie d'infiltration dans la société civile et les Institutions. Ses membres sont appelés « Mafieux » ou parfois « Mafiosi ».

Contrairement à la « Mafia », dont les activités sont illégales, **les Institutions politiques et judiciaires suisses** et leurs membres, **qui évoluent selon les mêmes critères**, ne sont pas considérés comme des organisations criminelles et leur activité n'est donc pas illégale. Le Code Pénal ne leur a réservé aucun de ses articles et c'est bien la raison pour laquelle Magistrats et Politiciens corrompus peuvent évoluer en toute quiétude et en toute impunité. Consultez quelques exemples dans le lien suivant :

<https://swisscorruption.info/implications>

Notons encore qu'ils évoluent selon les mêmes règles de la sacro-sainte « **collégialité** » qui leur confère le **devoir du secret propre à la Mafia !**

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Faisons un bref retour en 1848 : La Confédération Suisse, voulant affermir l'alliance des Confédérés, maintenir et accroître l'unité, la force et l'honneur de la Nation suisse, a adopté la Constitution fédérale du 12 septembre 1848. Celle-ci garantissait déjà la **Liberté de la Presse, dans son Article 45.**

Ainsi, les Pères Fondateurs ont assuré à notre Presse, la protection indispensable pour pouvoir jouer **son rôle essentiel à notre Démocratie. Un « contre-pouvoir » pour garantir le bon fonctionnement de la Démocratie !**

La mission de la Presse était dès lors de **servir les Gouvernés et non les Gouvernants**, en agissant comme **contre-pouvoir** des Autorités politiques et judiciaires en place. C'est en respectant la Constitution fédérale que les représentants de la Presse devaient **montrer leur respect envers le Peuple souverain. Le Peuple leur avait octroyé et garanti ce privilège en signe de rappel que le Pouvoir appartient à l'ensemble des Citoyennes et Citoyens.**

Constatons aujourd'hui que les Journalistes ont failli à leur Devoir ! Pour mieux le comprendre, mettez la « **Déclaration des DEVOIRS et des DROITS des Journalistes** », en regard des travaux et des articles quotidiens des représentants des Médias de tout bord. Que reste-t-il d'objectif dans les articles de journaux de nos jours ?

La PRESSE devait être le « contre-Pouvoir » dont l'indépendance était garantie par la Constitution, à l'instar de « **l'Autorité** » JUDICIAIRE, considérée dans la conscience collective en Suisse, comme le 3^e Pouvoir... Les deux premiers et seuls **Pouvoirs EXÉCUTIF et LÉGISLATIF** étant purement POLITIQUES. « L'Autorité » JUDICIAIRE n'est en fait composée que de Fonctionnaires, au service de l'Institution.

Dans la conscience collective en Suisse, il a toujours été question des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Mais posons-nous la question, **en regard des dérapages graves de nos Institutions judiciaires, de savoir sur quelles bases l'Institution judiciaire pourrait être constitutionnellement un « pouvoir » et si en réalité, elle n'est pas plutôt une simple « Autorité » ?**

L'État de Droit n'est-il pas une inversion des principes qui figurent dans notre Constitution, selon lesquels **les représentants du « Pouvoir » doivent être élus par le Peuple ? Or, ce n'est pas le cas des membres de l'Autorité judiciaire, qui ne sont que des Fonctionnaires mis en place pour servir les DEUX RÉELS ET SEULS POUVOIRS, l'Exécutif et le Législatif.**

C'est dans tous les cas une approche qui nous permettrait de **comprendre pourquoi les Justiciables de conflits « politico-judiciaires » et c'est votre cas, n'ont aucune chance d'obtenir gain de cause dans des procédures contre l'État ! Tous les Justiciables dans ce contexte en ont fait l'expérience !**

Dans la réalité, les Fonctionnaires du **pseudo « 3^e Pouvoir »** ne font qu'obéir à leurs Chefs des deux premiers pouvoirs et **l'implantation dans la conscience collective de l'existence d'un troisième pouvoir « indépendant » n'est qu'une gigantesque tromperie et manipulation de l'Opinion publique !**

Les 1er et 2e Pouvoirs (politiques) ont simplement pris le contrôle de l'Autorité judiciaire et du contre-pouvoir, la Presse, en violation de la Constitution fédérale. Rappelons que pour l'Autorité Judiciaire, ils nomment les Magistrats et exigent que ceux-ci restituent une partie de leurs salaires aux Partis qui les ont fait élire. Pour la PRESSE, ils subventionnent généreusement les Organes de Presse pour ensuite contrôler que l'information ne leur soit pas défavorable...

L'information est dès lors censurée, elle manque de toute objectivité, elle trompe les Citoyens et **elle n'assure plus son rôle constitutionnel de contre-pouvoir, consistant à garantir le fonctionnement de la Démocratie.**

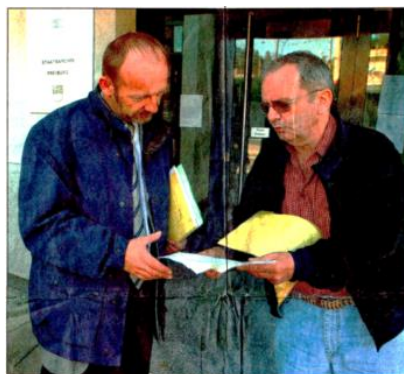
Les méandres de la Pieuvre « collégiale »

Ce sont les **relations tentaculaires secrètes** des membres de cette Mafia politico-économico-judiciaire et un mode de fonctionnement selon les **règles de la « collégialité »** qui ont conduit notre économie dans les mains **d'escrocs qui dirigent aujourd'hui le Pays. Les Caisses maladie et leurs 113 lobbyistes aux Chambres fédérales en sont un bon exemple.** Rappelons que TOUTES les Caisses maladie actives à ce jour, ont participé au blanchiment des royalties dans l'Affaire de Genève.

On nomme cette Organisation secrète qui a pris le contrôle de l'État et de l'économie : **l'État profond ou le Deep State** <https://swisscorruption.info/deepstate>. **Klaus SCHWAB** le Gourou du Forum économique de Davos (WEF) où vont chercher leurs ordres les Ministres du Gouvernement fédéral et les capitaines de l'économie, est une branche très active de cet État profond.

Le blanchiment d'argent en cours par des sociétés miroirs dans la disparition de CREDIT SUISSE est significatif. Qu'une Commission d'Enquête Parlementaire (**CEP**) ait été mise en place par les Chambres Fédérales, en nommant comme Présidente la **Fribourgeoise Isabelle CHASSOT (sic!)**, démontre le niveau de corruption qui règne au sein de notre Parlement et de notre Gouvernement fédéral. Voir les deux liens <https://swisscorruption.info/credit-suisse> et <https://swisscorruption.info/implications/#chassot>

C'est d'autant plus grave, que tout ça, tout le monde le sait depuis le 8 juin 2006 déjà, quand le Conseiller National fribourgeois **Dominique DE BUMAN**, accessoirement vice-Président suisse du **PDC / Le Centre**, l'a dénoncé devant la Presse :



Le 20 mai 2006, Dominique de Buman croise par hasard Daniel Crotti, d'Appel au peuple (à droite); c'est ce jour-là que les propos du conseiller national ont déchaînés ses pensées... <https://www.20min.ch>

« Je sais que les Autorités sont complètement corrompues, mais ça ne s'arrête pas là. Si je dénonçais tout ce que je sais, la Suisse entière tremblerait... La société est complètement pourrie. Cela ne fonctionne que par les petits copains. Il y a des problèmes partout. La société (fribourgeoise) n'est pas exempte d'histoires de corruption ou de copinage. J'ai eu vent de certaines choses qui ont été couvertes, c'est vrai, je le sais »...

J'y reviens plus bas dans le chapitre du **Ministère Public de la Confédération** et de **FedPol**.

Que font les Autorités pénales, face aux graves dénonciations portées à leur connaissance ?

Nous parlons depuis des années, d'une Organisation criminelle au sein même de l'État qui a organisé une escroquerie de USD 3'700 milliards en 1991 et 1992, dont le blanchiment aujourd'hui encore, avoisine les CHF 73'000 milliards... Cette fortune gigantesque a échappé à l'imposition et aux Caisses de l'État et aujourd'hui les budgets des Citoyens ne tournent plus !

Tous les membres des Institutions pratiquent l'Omerta sur les **dénonciations factuelles qu'aucun Magistrat <https://swisscorruption.info/royalties2> ne veut entendre** et faire suivre à l'Autorité compétente pour instruction, au sens de l'Art. 302 CPP. Ceci tout en sachant que ces **milliers de milliards** provenant de l'affaire des royalties de Genève, ont été **blanchis** en partie en Suisse. C'est un fait **aujourd'hui que plus personne en charge de fonctions publiques jusqu'au Tribunal Fédéral, ne peut contester après les déclarations de Dominique DE BUMAN <https://swisscorruption.info/debuman>.**

Cette situation dénote d'une **complicité CRIMINELLE** qui a ôté toute **crédibilité** aux membres des **Institutions politiques et judiciaires** et même le **Tribunal Fédéral n'est plus crédible** aujourd'hui !

Bien évidemment, cette **Omerta n'est possible que grâce au silence complice de la Presse servile** comme on l'a vu plus haut.

Tous se soutiennent entre eux et veillent sur l'impunité des uns et des autres. La plainte du 17 août 2023 à l'encontre du **Secrétaire général du Tribunal Fédéral Nicolas LUESCHER**, donne une idée du mode de fonctionnement Mafieux dont il est question et elle met en évidence la rupture avec l'État de Droit <https://swisscorruption.info/confederation-ch/#2023-08-17>.

Tribunal Fédéral



La Suisse ne connaît pas de Conseil Constitutionnel. Le rôle de contrôle de conformité de la Loi à la Constitution fédérale, incombe donc aux Juges du Tribunal Fédéral

Une telle responsabilité a comme exigence que les hommes et les femmes en charge de cette Institution, doivent être irréprochables, incorruptibles, au-dessus de tout soupçon. Ils ont pour mission d'être les garants de notre Constitution fédérale et de l'État de Droit qui doit en résulter

Mais qu'en est-il dans la réalité ?

Les Juges du Tribunal Fédéral en 2023



Nous devons constater – comme on va le voir ci-dessous – que l’Institution judiciaire du Tribunal Fédéral a failli à son DEVOIR envers le Peuple souverain et envers la Constitution fédérale.

Beaucoup plus grave, le Juges de la plus Haute Cour de Suisse, ne sont en définitive que des individus qui agissent sous le contrôle du Pouvoir politique, en « gardiens du crime organisé » pour garantir l’impunité des coupables auxquels ils ont prêté allégeance !

Ces « juges » sont nommés – sur proposition des Partis politiques – par le Conseil Fédéral, et compte tenu des violations de la fonction constitutionnelle dont ils ont la charge, ce sont des traîtres envers la Nation. Leur place est sur les bancs des accusés d’un Tribunal Militaire !

Voyons quelques exemples concrets :

Le 23 septembre 2020, les Chambres fédérales (Conseil National et Conseil des États) devaient élire les Juges fédéraux. Thomas AESCHI, chef du groupe parlementaire de l'UDC, a annoncé que son Parti recommandait de ne pas réélire le Juge **Yves DONZALLAZ (UDC VS)**.

Il faut savoir que ces dernières années, Yves DONZALLAZ – jadis nommé par le patriarche de l'UDC **Christoph BLOCHER** <https://swisscorruption.info/blocher> – a rendu à plusieurs reprises des verdicts allant à l'encontre de la politique de l'UDC, par exemple en ce qui concerne la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne (UE).

Le 3 juin 2011 déjà, La Liberté titrait : « Les camionneurs menacent de renverser les juges ». On peut y lire : « Un parti qui tient fermement «ses» juges au Tribunal Fédéral. Un juge élu sous les couleurs de l'UDC s'en plaint d'ailleurs auprès de ses collègues : « **Vous avez de la chance d'être affiliés à d'autres partis : le nôtre nous convoque régulièrement pour nous sermonner et nous expliquer comment juger** » https://swisscorruption.info/confederation/2011-06-03_udc_dirige_juges.pdf.

Dans le cadre de l'élection précitée du 23 septembre 2020, La Neue Zürcher Zeitung (NZZ) estimait pour sa part que l'appel à la non-réélection du juge fédéral « **rappelle des événements survenus dans des États de plus en plus autocratiques, comme la Turquie, la Hongrie ou la Pologne** ».

Bien entendu, l'attitude citée plus haut mettant en lumière l'UDC, n'est pas propre à ce Parti. Tous les Partis ont la même attitude envers les Justiciables qui dérangent ou mettent en lumière les crimes dont leurs membres sont coupables <https://swisscorruption.info/politique-corruption>.

SANS SÉPARATION DES POUVOIRS, IL N'Y A PAS DE CONSTITUTION ET SANS CONSTITUTION, IL N'Y A PAS D'ÉTAT DE DROIT...

En d'autres termes, nous n'avons plus à agir en « justice », puisque nos Institutions judiciaires, à tous les niveaux, violent les **Art. 6, 13 et 14 de la CEDH**, dont la Suisse a ratifié les accords.

SANS CONSTITUTION, PAS D'ÉTAT DE DROIT ET AUCUNE RAISON D'AGIR EN JUSTICE

Contentons-nous de suivre les règles de la Législation à laquelle nous croyons, mais interdisons aux **JUGES MAFIEUX** d'intervenir dans nos procédures. En tous les cas, refusons que ceux-ci nous rackettent par des frais injustifiés compte tenu du contexte illégal dans lequel ils interviennent.

À partir de là, le Conseil Fédéral, Autorité directoriale et exécutive suprême et le Tribunal Fédéral garant de la Constitution, privent les Justiciables d'un accès à des Tribunaux indépendants et de fait, ces derniers n'ont plus d'accès à des **recours effectifs devant des Tribunaux indépendants garantis par l'Art. 191c** cité ci-dessous, de la Constitution fédérale.

Art. 191c Cst : Indépendance des autorités judiciaires

Dans l'exercice de leurs compétences juridictionnelles, les autorités judiciaires sont indépendantes et ne sont soumises qu'à la loi.

La corruption des Pouvoirs judiciaires est établie et il n'y a plus rien à attendre de ce côté-là. Concernant les **Organes de surveillance**, ceux-ci ne fonctionnent pas du seul fait qu'ils sont formés de membres des Pouvoirs politiques et judiciaires corrompus qui n'ont assurément aucune indépendance et aucune envie de contredire les membres des corporations corrompues auxquelles ils appartiennent.

Seuls des Organes composés d'individus hors du milieu politique, judiciaire ou de la confrérie corrompue des Avocats, devraient pouvoir siéger dans des Organes de surveillance et pour autant encore qu'ils ne soient pas membres de Clubs de services, de loges maçonniques ou autres Clubs d'influence. **Dans ces seules conditions et en disposant de beaucoup de pouvoirs (destitution, condamnation, etc.), ces Organes de surveillance répondraient aux objectifs attendus.**

Constatons par opposition **la nullité de l'Autorité de Surveillance de MPC ou des Conseils de la magistrature cantonaux**, que ces Organes de surveillance ne sont dans les faits que des **verrous supplémentaires de la Mafia d'État pour fermer les possibilités de recours effectifs des Justiciables spoliés**. Ils ne sont que des « alibis » coûteux que le contribuable finance pour laisser croire au bon Peuple que les Institutions judiciaires fonctionnent en toute indépendance, alors qu'en réalité les tentacules de la pieuvre mafieuse s'étendent dans tous les domaines.

Depuis 1848, la Suisse s'est dotée d'une Constitution fédérale et les élus ont la mission de la faire respecter. Le fait que ces mêmes élus mettent en place des procédures qui vont à l'encontre des règles de la bonne foi (droit fondamental) édictées dans la Législation, démontre l'inexistence de l'État de Droit. Les procédures de Fabien GASSER et les violations de la séparation des pouvoirs citées dans les deux liens ci-dessous, en sont une démonstration évidente.

<https://swisscorruption.info/marsens/#2023-10-20>

<https://swissporruption.info/confederation-ch/#2023-10-21>

S'il y a abus d'interprétation des Lois, il appartient aux dirigeants de la Nation d'agir ! Ils ont le DEVOIR de faire appliquer la « **règle de conflit de droit** » selon laquelle « *En cas de conflit de droit, entre un droit supérieur et un droit inférieur, c'est toujours le droit supérieur qui doit dominer et être respecté* ». Les abus commis par les Tribunaux, le MPC, les Ministères Publics ou les Préfets ou autres Autorités politiques, sont multiples et ils abusent de l'interprétation de la Législation. Ils doivent être **dénoncés par l'Autorité dirigeante, au niveau Suisse le Conseil Fédéral, qui peut s'appuyer sur le Tribunal Fédéral garant du droit constitutionnel**.

En cas de non-respect, il y a **violation de la règle de conflit de droit et violation des Valeurs de la Constitution et des Conventions internationales**.

La « **Mafia d'État** » dénoncée ici a pris une telle ampleur et les quelques exemples cités plus haut le démontrent, que **l'application de la Législation basée sur la Constitution fédérale, n'est plus qu'une illusion !**

L'ÉTAT DE DROIT N'EXISTE PLUS, UNE OLIGARCHIE SECRÈTE A PRIS LE POUVOIR SUR NOTRE DÉMOCRATIE ET COMME L'AVAIT ESTIMÉ LA « NZZ » POUR LA RÉÉLECTION D'UN JUGE FÉDÉRAL, CETTE SITUATION RAPPELLE DES ÉVÉNEMENTS SURVENUS DANS DES ÉTATS DE PLUS EN PLUS AUTOCRATIQUES...

Conseil Fédéral



Membres du Conseil Fédéral en 2023

Ce sont eux qui, par ordonnance de nécessité, ont écarté les actionnaires des décisions, afin de permettre l'escroquerie du patrimoine caché du CREDIT SUISSE et couvrir le blanchiment en cours.



Les anciens membres du Conseil Fédéral depuis 1991 pendant et après l'escroquerie des royalties



Le Conseil Fédéral et L'Affaire de Genève

Une Escroquerie de USD 3'700 milliard en 1991 et 1992 et un blanchiment jusqu'à ce jour pour une valeur estimée à plus de CHF 73'000 milliards



Cliquez sur l'image pour accéder au Parti

Les quatre principaux piliers suisses de cette gigantesque escroquerie sont – dans l'ordre des responsabilités – **les banques suisses** (CS/SKA et BPS/SVB – SBS/SBV et UBS/SBG – Banques cantonales, etc.), **le Conseil Fédéral** et le Parlement, **le Ministère Public de la Confédération** et finalement **FedPol**.

Le Conseiller Fédéral **PDC / Le Centre Flavio COTTI** était présent au sommet de l'environnement et du développement de Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, où s'est tenue la vente des brevets qui a généré quelque USD 3'600 milliards. Le dollar était alors à CHF 1.46 pour 1 dollar. En 1991, l'extinction et le blocage des **1'164 puits de pétrole au KOWEIT** avait généré 100 milliards de dollars supplémentaires.

Flavio COTTI était à ce moment-là Ministre suisse de l'Intérieur. En avril 1993 il a passé au Département des Affaires étrangères et c'est là qu'il a été en contact direct avec le **Chef de la DEA Bill CAMPBELL**, qui donnait l'autorisation pour le transfert des fonds en US Dollars à son subalterne **Patrick DAWSON, alias Dave ROWE**.

Le successeur de Flavio COTTI au Département des Affaires étrangères était le **PDC Fribourgeois Joseph DEISS...** qui avait siégé préalablement à la Commission de Politique extérieure. DEISS est aussi celui qui a **vendu la Suisse à l'ONU** en ratifiant les accords du 10 septembre 2002, d'entrée de la Suisse dans cette Organisation au service du Crime organisé. Notons que **le nom de DEISS apparaît dans le Comité des 300**. Il ne faut pas perdre de vue que **l'ONU est une machine à blanchiment** qui a entre-autres blanchi les 100 milliards versés pour l'extinction des puits au KOWEIT, au travers du programme **Pétrole contre Nourriture** dirigé par le Procureur genevois **Laurent KASPER-ANSERMET...** Un Procureur qui a participé directement à l'escroquerie des royalties sous le règne du **Procureur général genevois Bernard BERTOSSA**.

Il est évident que compte tenu de la « **sacro-sainte collégialité** », **l'Appenzellois Arnold KOLLER PDC / Le Centre** comme **Ministre de la Justice** de l'époque, mais aussi tous les **Conseillers Fédéraux**, étaient au courant et complices de l'escroquerie et du blanchiment des royalties.

L'Appenzelloise Ruth METZLER-ARNOLD PDC / Le Centre a succédé à Arnold KOLLER en 1999 et comme par hasard, **elle venait des milieux des sociétés de réviseurs internationaux qui ont planifié et contribué à l'escroquerie et au blanchiment des royalties, à l'instar de PwC (Pricewaterhouse Coopers)**. Mais ses crimes ne s'arrêtent pas là, ses accointances avec BASTOS DE MORAIS, RIBAR-BAUMANN, etc., comme on peut le voir dans son lien personnel sont représentatifs de son implication dans le crime organisé...

En 1999, Ruth METZLER-ARNOLD a été éjectée du Conseil Fédéral pour faire la place à l'**UDC Christoph BLOCHER**, l'un des piliers de l'escroquerie des royalties comme on peut s'en convaincre sur sa page personnelle <https://swisscorruption.info/blocher>. Jeune Administrateur d'UBS SA, fils de pasteur fauché, il a réussi à faire construire **117 usines chimiques en Chine...** Les vidéos sur le sujet accessibles sur le lien précité sont significatives...

Pour le reste, le lien <https://swisscorruption.info/pdc> (Parti De la Corruption ou Le Centre de la corruption **PDC / Le Centre** est significatif de la politique nauséabonde de ce Parti qui n'a pour objectif que de **garantir l'impunité des Dirigeants du Parti et de la politique en général, contre les intérêts du Peuple Suisse** <https://swisscorruption.info/pdc>. Rappelons que sous son contrôle, des milliards ont échappé aux Caisse de l'État par le blanchiment des royalties...



Cliquez sur l'image pour accéder au Parti

Si le PDC a été en tête des Partis politiques dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties, on peut sans difficulté assurer que le **PLR** était quand à lui à la tête de l'économie dans les sociétés qui ont permis d'escroquer et de blanchir les royalties. **USD 3'700 milliards** provenant de l'extinction et du blocage des puits de pétrole au KOWEIT et de la vente des brevets **volatilisés sans que les membres des Institutions ne se posent aucune question... Au contraire, ils ont fait condamner les Victimes qui ont dénoncé le crime et les lanceurs d'alertes, pour calomnie !!!**

Si **Jean-Pascal DELAMURAZ** avait mis toute son énergie pour l'adhésion de la Suisse à l'EEE, terrain de prédilection pour le blanchiment d'argent avant l'Union Européenne, **le plus voyou de tous les Conseillers fédéraux a assurément été le Conseiller Fédéral Kaspar VILLIGER (PLR).**

C'est sous l'autorité de VILLIGER que le « Collège » du Conseil Fédéral à sacrifié notre Banque volante SWISSAIR dans le Grounding du 2 octobre 2001, d'entente avec les BANKSTERS d'UBS et de CREDIT SUISSE qui devaient blanchir des dizaines de milliards de dollars dans cette catastrophe nationale... **NESTLÉ qui fait partie de cette même MAFIA**, y a contribué en mettant à disposition son **Directeur des Finances Mario COTTI.**

On notera que le Ministre de tutelle des transports de l'époque, était le **socialiste Moritz LEUENBERGER**, nommé ensuite Administrateur de **IMPLENIA AG** et Président de **Swiss Luftfahrtstiftung à Zug CHE-112.559.792 ...** Notre base de données met en évidence des liens intéressants de certains administrateurs de cette dernière société, avec des banques qui, hormis UBS et CREDIT SUISSE, sont impliquées dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties.

Le PLR pascal COUCHEPIN (PLR) ne laisse pas indifférent non plus et il faut relever **sa proximité avec les membres directs du complot à Genève, entre-autres les proches du Notaire Pierre MOTTU.** Ami de **Pierre-Marcel REVAZ** qui figure au RC de 66 sociétés liées au blanchiment dans notre base de données, le **Groupe Mutuel à Martigny** n'aurait jamais vu une telle expansion sans les liens étroits des deux hommes.

Invité aux rencontres des **BILDERBERG** (2001 – 2002 – 2004 – 2005), il figure dans les sociétés Garde Suisse Pontificale, Siemens, Groupe Mutuel et dans 40 autres liens de notre base de données, souvent liées à la Franc-Maçonnerie.

Johann SCHNEIDER-AMMANN (PLR) mérite aussi toute notre attention. **Il était administrateur d'UBS/SBG lors de l'escroquerie des royalties et son lien vaut le détour. Il est resté Administrateur jusqu'en 2006, de cette société disparue en 1998...**

Ignazio CASSIS PLR TI est quant à lui le plus incompétent, le plus crétin et le plus traître des Conseillers Fédéraux que la Suisse aura eu durant toute son Histoire ! Ministre des affaires étrangères, il a **vendu notre Neutralité** en faveur des **Nazis d'Ukraine.** Il est celui qui aura causé l'inflation dans notre Pays après la reprise des **mesures européennes absurdes contre la Russie.**

La Suisse était reconnue à l'International pour ses missions de bons offices. Sa diplomatie et sa Neutralité permettaient d'ouvrir le débat et de concilier des parties belligérantes, en terrain neutre. Depuis le soutien de la Suisse à l'OTAN dirigée par **les USA et le sénile de Joe BIDEN**, c'est terminé !

Lors des récentes tragédies humanitaires, après le tremblement de terre au Maroc, on a pu constater que même dans les circonstances d'une catastrophe, le Pays touché a refusé l'aide humanitaire de la Suisse qui lui était proposée... **Le monde reconnaît que la Suisse n'est plus neutre ! Ignazio CASSIS a anéanti des décennies de respect du monde entier envers la Suisse, dans le seul but de satisfaire son égo et les intérêts de l'État profond, à la demande des BANKSTERS de ROTHSCILD.**

Triste bilan pour le Conseiller Fédéral CASSIS qui mérite d'être mis face à un Tribunal militaire et jugé pour haute trahison !



Cliquez sur l'image pour accéder au Parti

L'UDC, n'a plus rien à voir avec les valeurs ancestrales liées à la paysannerie suisse, des hommes et des femmes pleins de bon sens, d'humanité, patriotes, pleins de respect des autres.

L'UDC d'aujourd'hui, c'est tout d'abord l'identité de **Christoph BLOCHER** <https://swisscorruption.info/blocher>. Sous ses airs de Paysan grossier, le Tribun zurichois est une éminence du **capitalisme sale** de notre Pays. Il est celui qui a manipulé les foules par un comportement populiste trompeur, derrière lequel il a rallié près de **30 % du Peuple suisse**, ce qui lui a permis d'avoir une **impunité absolue, comme le font tous les Dictateurs. Il se prend pour Dieu tout puissant, comme il le chante lui-même. Ministre de la Justice (sic!), il l'a dit, c'était difficile de faire de la politique quand on a des secrets...**

Christoph BLOCHER a obtenu 30 % des voix du Peuple suisse, en finançant les campagnes de l'UDC par les miettes des milliards qu'il a escroqués sur les royalties, alors qu'il était **Administrateur de SBG/UBS**. C'est à ce moment-là que le fils de pasteur a subitement fait construire **117 usines chimiques en Chine !** Et je ne pense pas que les quêtes de l'Eglise rapportaient plus qu'aujourd'hui...

Pour mieux manipuler l'Opinion publique, la Basler Zeitung dont Christoph BLOCHER est actionnaire, s'est offerte 25 journaux gratuits, dont le GHI à Genève.

Il est évident que l'UDC blochérienne sait remercier ses « petits soldats » obéissant... **Oskar FREYSINGER** avait obtenu ses hypothèques du Tribun, le **Fribourgeois Pierre-André PAGE**, petit soldat imbu de lui-même, incompetent et en manque de reconnaissance, est apparu dans des Conseils d'Administration dès son élection, dont la LANDI en bonne place dans notre base de données... PAGE a manifestement oublié ce qu'étaient les valeurs des Paysans PAI de l'époque... La liste des UDC serviles est longue...



Cliquez sur l'image pour accéder au Parti

Le Parti socialiste compte aussi quelques ténors dans le crime organisé lié à l'escroquerie des royalties. Ils ont été présents à la première heure de l'escroquerie !



Micheline
CALMY-REY
Cons. d'État GE



Bernard
BERTOSSA
Proc. gén. GE



Christian
LEVRAT
Président PS FR



Moritz
LEUENBERGER
Conseiller fédéral ZH

Bernard BERTOSSA – <https://swisscorruption.info/pc/#bbtaossa> voir le lien précité pour comprendre son implication majeure dans l'escroquerie des royalties. C'est avant tout grâce à la complicité directe du **Procureur général genevois Bernard BERTOSSA** avec les membres du complot – l'Avocat **Marc BONNANT** et le Notaire **Pierre MOTTU** – que l'escroquerie des royalties a été possible.

Micheline CALMY-REY. La Conseillère d'État aux finances du Canton de Genève, est intervenue après **Olivier VODOZ** et avant **Martine BRUNSCHWIG-GRAF**.

Notons qu'en 2003 quand elle a été élue Conseillère fédérale, **Micheline CALMY-REY** n'avait aucune expérience fédérale et que sa maîtrise du CRIME en qualité de Conseillère d'État – qui a garanti l'impunité des criminels – a été son tremplin pour le Conseil Fédéral ! N'est-ce pas une belle preuve de la complicité des membres des Chambres fédérales qui l'ont élue ? C'est assurément pour ça aussi qu'aujourd'hui encore, Micheline CALMY-REY est encensée sur tous les plateaux de radios et de télévisions de la RTS par nos journalistes corrompus...

Christian LEVRAT. Après un passage au Parti Radical Démocratique au début des années 1990 (PLR aujourd'hui), Christian LEVRAT est entré au PS. Député en 2000, il devient Conseiller National le 1er décembre 2003 et Président du Parti socialiste en 03.2008. Il a été Conseiller aux États de 05.2012 à 09.2021. Ancien syndicaliste, le 1er décembre 2021, il est nommé à la **Présidence de La Poste suisse** où il succède au fribourgeois **Urs SCHWALLER** dont le nom ressort dans les sociétés de blanchiment des royalties, entre autres **FIDUCONSULT SA**, active dans la **planification du blanchiment dans le Canton de Fribourg**.

Christian LEVRAT a été membre de la Commission des Transports et des Télécommunications, de la Commission fédérale de politique extérieure, de la Commission des Affaires juridiques et de la Commission des Finances. **Autant dire qu'il a suivi le blanchiment des royalties au sein des Régies fédérales...** <https://swisscorruption.info/fribourg-corruption/tc>. Il a plusieurs fois prétendu ne pas savoir ce qu'est l'Affaire des royalties de Genève, ce qui dénote du **manque de loyauté de cet individu envers le Peuple et peut-être s'est-il cru au-dessus des Lois**. C'est en tout cas le sentiment de sa femme **Martine DUCREST LEVRAT** qui ne s'est pas gênée pour dire que son « *mari ne risque rien, qu'il est bien protégé* »...

Relevons aussi que la fille aînée de Christian LEVRAT, Marie, est également engagée au PS et qu'elle a été la plus jeune élue au Grand Conseil fribourgeois en 2021. Pierre MAURON, chef du groupe socialiste au Grand Conseil précité, est le mari de la sœur de Martine DUCREST LEVRAT. En résumé, les secrets sur la corruption au sein du Parti socialiste dans le Canton de Fribourg « **sont bien protégés** »...

Moritz LEUENBERGER



Conseiller Fédéral Moritz LEUENBERGER, à la tête du Département fédéral de l'Environnement, des Transports, de l'Énergie et de la Communication (DETEC) de 1995 (levée des séquestres) à 2010, a consacré son activité au Conseil Fédéral, à **démanteler le service public de la Confédération** au détriment des Citoyens et au profit de l'économie contrôlée par le Crime Organisé ! **Grounding de SWISSAIR**, privatisation des **PTT (La Poste et Swisscom)**, Privatisation des CFF/SBB/FFS. En remerciement, il est entré au Conseil d'Administration d'Implemia AG. **Beaux succès pour un socialiste !**



Cliquez sur l'image pour accéder au Parti

Le Parti écologiste, est un parti politique qui a existé entre 1983 et 2010. Il a conclu des accords à partir de 1994 avec le Parti socialiste. Le parti s'est renommé officiellement Les Verts le 5 septembre 1993.

Daniel BRÉLAZ VD (50 liens dans notre base de données). David HILER GE (17 liens dont la **BCGe et les Ports-Francs**), Robert CRAMER GE, Luc RECORDON VD, Ueli LEUENBERGER GE (Président) n'ont pas été éloignés du blanchiment des royalties.

Je suis d'avis que la vague verte actuelle est dangereuse pour notre Pays et que comme le fait l'UDC avec les arguments populiste de la migration, Les Verts utilisent le même populisme du Climat, pour générer une économie qui n'a rien de VERT si l'on approfondi le problème :



Votre voiture électrique en construction

Département fédéral de Justice et Police

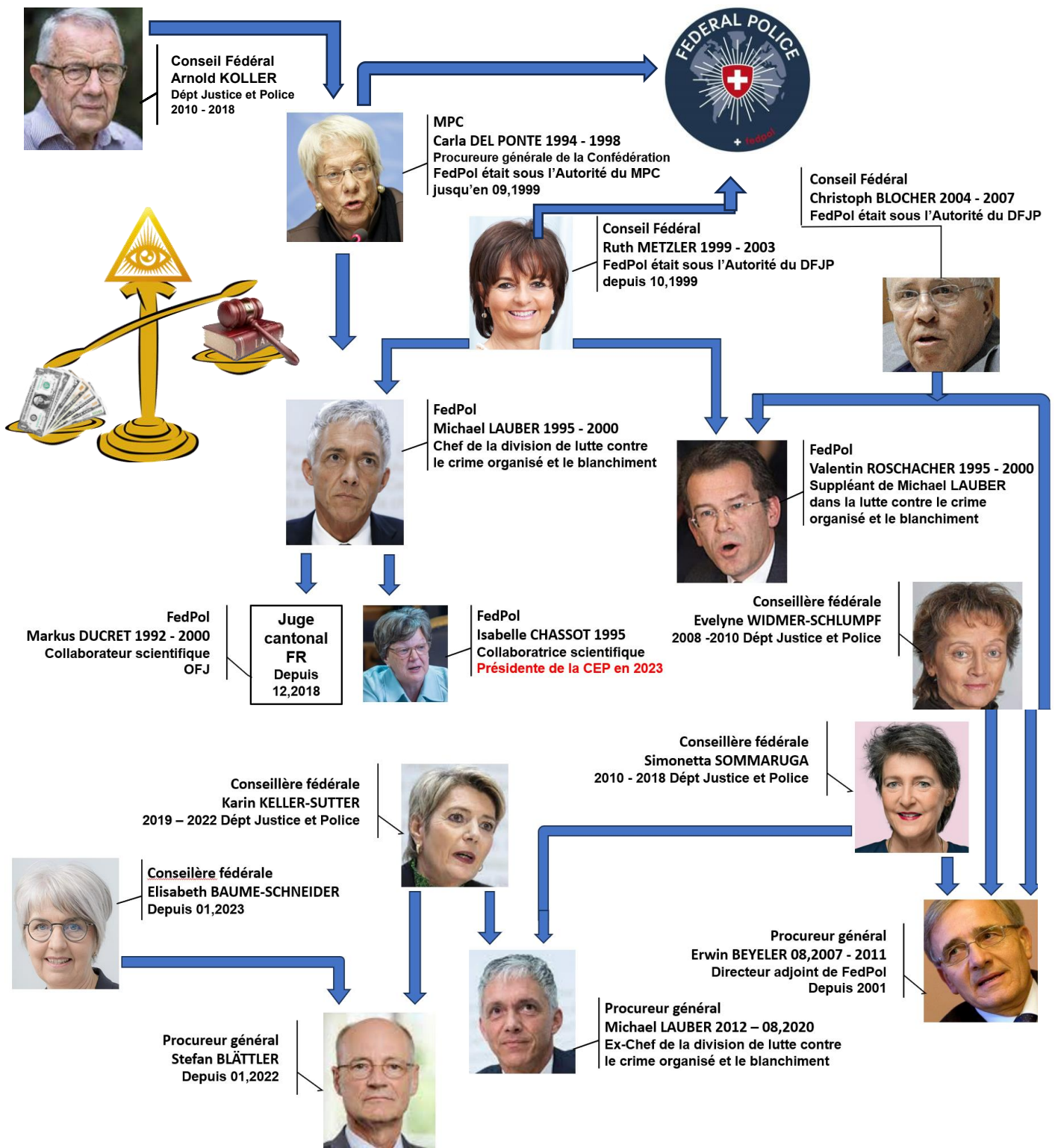


Elisabeth BAUME-SCHNEIDER

Cheffe de Département



Une Institution fédérale de Police au cœur du Crime organisé en Suisse – trait d’union entre le Pouvoir politique et le pouvoir judiciaire – dont les objectifs sont de préserver l’impunité de criminels proches de l’État !



De 1992 à 09.1999, lors des enquêtes sur l'escroquerie des royalties et au cours des séquestres des royalties, **FedPol** était sous la tutelle du Ministère Public de la Confédération (MPC), dont **Carla DEL PONTE** était Procureure générale. **FedPol** était dirigé à ce moment-là par **Anton WIDMER**, avec **Jean-Luc VEZ** comme sous-Directeur <https://swisscorruption.info/fedpol>.

Les Dirigeants de FedPol (photos plus bas) et leurs Collaborateurs ont joué un rôle primordial dans l'escroquerie et la fuite des capitaux gigantesques qu'ont générés les royalties sur les brevets **FERRAYÉ**.

Il est intéressant de consulter à ce stade la **transcription de l'enregistrement** d'une conversation téléphonique entre la **Journaliste américaine Lucy KOMISAR** de New York et **Kurt SENN**, **Inspecteur de la Police fédérale (FedPol)** à Berne. Ce dernier avait traité le dossier des royalties et avait été en contact direct avec **Joseph FERRAYÉ**. Il était convenu qu'ils allaient se rencontrer à Berne et qu'il allait remettre le dossier à l'Inventeur, mais qu'il devait préalablement obtenir l'accord de ses Chefs... Accord qu'il n'a bien

entendu jamais obtenu et le dossier avait été transmis au **Procureur général genevois corrompu Bernard BERTOSSA**. On peut constater l'esprit de conspiration qui a régné entre FedPol et le Parquet genevois, en consultant **Le point 111 du mémoire**. Mais aussi au travers des **points et des appendices du Mémoire** ; à partir de là, il est facile de comprendre que c'est tout le Parquet genevois, les juges et les avocats, qui ont été corrompus par des montants parfois de plusieurs centaines de millions...

Dans l'entretien téléphonique cité plus haut, la retenue excessive dans ses réponses, de l'**Inspecteur Kurt SENN de FedPol**, dénote de son malaise, alors qu'il est poussé à répondre à des **questions d'une Journaliste qui connaît bien le sujet, sur un dossier qu'il connaissait lui aussi très bien**. Il n'est pas inutile de rappeler ici le **dossier Money Plane** qui avait fait la une de la Presse New Yorkaise 6 ans avant cet entretien, au moment de la levée des séquestres.

Dès lors, que Kurt SENN ait pu déclarer qu'il ne se souvenait plus du dossier, compte tenu du grand volume de dossiers d'affaires qu'il avait traitées, prête à sourire... Surtout quand l'ont sait qu'il avait eu en mains des pièces bancaires faisant état de milliers de milliards de dollars et que c'est assurément le seul dossier de cette envergure qu'il aura eu à traiter dans sa vie. **Constatons seulement que cette attitude fait état d'une complicité peu commune !**

Jean-Luc VEZ <https://swisscorruption.info/fedPol> qui était l'adjoint d'Anton WIDMER, est devenu Directeur de FedPol de 2001 à 2014, avant de rejoindre le **World Economic Forum** (Klaus SCHWAB) à Cologny GE. Il est bien question là d'une Organisation CRIMINELLE d'individus non élus par le Peuple, auxquels prêtent allégeance de manière indéfectible, les membres de nos Gouvernements et de nos Parlements... <https://swisscorruption.info/deep-state>.

En outre, les **liens de Jean-Luc VEZ et ceux de sa famille** qui ressortent du fichier tiré dans le cadre du blanchiment en cours avec la reprise de **CREDIT-SUISSE par UBS SA**, donnent une idée de la Mafia du Crime Organisé que chapeaute FedPol.

Ils sont à la Direction de FedPol en 2023



Ils ont été par le passé à la tête des services dirigeants de FedPol ou au service de la Police fédérale et de ses dirigeants :



Carla DEL PONTE / Isabelle CHASSOT / Ruth METZLER / Christoph BLOCHER / Michael LAUBER

Comme l'a dit Christoph BLOCHER dans son documentaire « L'expérience BLOCHEER », **il est difficile de faire de la politique, quand on a des secrets...** <https://swisscorruption.info/blocher/#secrets>.

Lors du détournement des royalties sur les brevets de Joseph FERRAYÉ en 1991 et 1992 et l'escroquerie et le blanchiment qui ont suivi par les BANKSTERS suisses de SKA/CREDIT SUISSE, de la SBG/UBS, de la SBV/SBS, de la SVB/BPS, etc., des milliers de milliards se sont volatilisés et n'ont jamais été soumis à l'impôt <https://swisscorruption.info/credit-suisse>.

Les personnes représentées ci-dessus, ont TOUTES contribué d'une manière ou d'une autre à cette escroquerie et à ce blanchiment, ont été dénoncées à de multiples reprises. Elles bénéficient d'une impunité totale de la part des représentants des Autorités judiciaires, à commencer par le Procureur général de la Confédération **Stefan BLAETTLER** !

Le lien CREDIT SUISSE, démontre que nos BANKSTERS ont mis en place des **sociétés miroirs dans d'autres juridictions**, pour que les capitaux escroqués échappent aux bilans des banques concernées en Suisse. **En septembre 2023 – UBS SA et son Président de la Direction générale Sergio Pietro ERMOTTI**, on annoncé la disparition définitive de CREDIT SUISSE au prix de milliers de licenciements.

L'initiative de la disparition de la deuxième grande banque suisse a été prise par le Conseil Fédéral, sans préavis et à l'insu des Actionnaires... Or, comme on le voit sur le lien CREDIT SUISSE précité, la Banque n'a jamais été en danger... Il s'agit seulement une gigantesque affaire de blanchiment à laquelle se sont prêtés les membres de notre Gouvernement fédéral !

La « fusion », accomplie grâce à la complicité de **Karine KELLER-SUTTER** Ministre des Finances et de ses Collègues corrompus du Conseil Fédéral, n'est qu'une suite des **opérations de blanchiment des fonds cachés liés à l'escroquerie des royalties, comme Kaspar VILLIGER** l'avait déjà fait avec la disparition de **SWISSAIR**. Il était ensuite devenu Président d'UBS SA... Pareil avec le Groupe **WINTERTHUR**... <https://swisscorruption.info/#swissair>



Les déclarations décrites plus haut, faites par le Conseiller National **Dominique DE BUMAN**, étaient en relation directe avec l'escroquerie des milliers de milliards provenant des royalties sur la vente des brevets FERRAYÉ, une vente qui aurait dû rapporter **des centaines de milliards aux caisses de l'État**...

Ceci nous démontre que nos Élus et les procureurs serviles et corrompus qu'ils nomment au MPC, manœuvrent dans cette gigantesque escroquerie pour étouffer les CRIMES commis et préserver leur impunité. Il faut toujours suivre la piste de l'argent. Consultez les liens de la **Famille DE BUMAN** ou HSBC, Ernst & Young, etc. sur le fichier de blanchiment **UBS – CREDIT SUISSE** : <https://swisscorruption.info/cs-ubs/rc1.pdf> Voir aussi <https://swisscorruption.info/swissleaks>.

Posons-nous dès lors la question de savoir **pourquoi en juin 2006**, après les déclarations fracassantes de Dominique DE BUMAN, **le Procureur général de la Confédération n'a pas immédiatement ouvert une enquête contre l'auteur des accusations et contre les deux Conseillers d'État Claude GRANDJEAN et Pascal CORMINBOEUF** qui avaient contraint DE BUMAN à se rétracter pour étouffer l'affaire.

Une fois encore tout était lié à l'Affaire de Genève et comme on l'a vu plus haut, il faut remonter en 1991 et 1992 quand des milliers de milliards de royalties étaient escroquées par les **BANKSTERS d'UBS et CREDIT-SUISSE**. Remonter à 1996, quand le célèbre avocat **Marc BONNANT** <https://swisscorruption.info/bonnant> a rédigé les **plaintes déposées par Joseph FERRAYÉ** (Pièces 092a et 092b) après la levée des séquestres par **Bernard BERTOSSA** <https://swisscorruption.info/geneve-corruption/#bbtossa>.

USD 3'700 milliards générés par l'extinction des puits de pétrole au KOWEIT et la vente des brevets. La vente avait eu lieu en deux temps. La première, juste après l'extinction des puits de pétrole <https://swisscorruption.ibush1nfo/introduction>, lors de la « French Trade Week » à Koweït-City du 23 au 29 novembre 1991. La 2^{ème} vente lors du « Sommet de l'environnement et du développement » qui s'est déroulé à Rio de Janeiro au Brésil, du 3 au 14 juin 1992, sous l'œil attentif du **Conseiller Fédéral PDC Flavio COTTI** https://swisscorruption.info/pdc/#trade_rio.

Conseiller National PDC / Le Centre, vice-Président du Parti suisse, **Dominique DE BUMAN** l'a dénoncé le 8 juin 2006 devant la Presse : « *Chez nous tout est pourri... Je sais que les Autorités sont complètement corrompues, mais ça ne s'arrête pas là. Si je dénonçais tout ce que je sais, la Suisse entière tremblerait... La société est complètement pourrie. Cela ne fonctionne que par les petits copains. Il y a des problèmes partout. La société (fribourgeoise) n'est pas exempte d'histoires de corruption ou de copinage. J'ai eu vent de certaines choses qui ont été couvertes, c'est vrai, je le sais* »... Voir les travers du Conseiller National sur : <https://swisscorruption.info/debuman>

À la suite des déclarations précitées, Dominique DE BUMAN avait été convoqué par le Président du Conseil d'État PS **Claude GRANDJEAN**, membre du **Lions Club** en présence du Conseiller d'État Pascal CORMINBOEUF <https://swisscorruption.info/corminboeuf>.

Pour calmer le « tremblement » qui a secoué le Canton de Fribourg jusqu'à Berne et Zürich, les deux magistrats fribourgeois corrompus ont obtenu du Conseiller National qu'il se rétracte et s'excuse, argumentant que ses paroles avaient dépassé ses pensées... (sic !).

L'Armée

L'Armée doit être garante de la Constitution Fédérale quand les Autorités politiques et/ou judiciaires ne sont plus à même de faire leur Devoir et trahissent leur serment de fonction

Dans une Démocratie effective, l'Armée doit être le dernier rempart contre les dérives des Membres d'un Gouvernement, d'un Parlement ou d'un Pouvoir judiciaire qui prennent en otage l'État de Droit.

Nous devons cependant constater que là encore, le Conseil Fédéral a anticipé la situation pour garder le contrôle et empêcher toute intervention de l'Armée...

Viola AMHERD – Ministre des Armées



Notre Cheffe du Département militaire, la valaisanne **PDC / Le Centre Viola AMHERD**, s'est assurée la complicité et la servilité du **Chef des Armées**, en nommant sous ses ordres le **Commandant de corps Thomas SÜSSLI**. Rappelons que le Conseiller Fédéral **PDC / Le Centre Flavio COTTI**, était à Rio de Janeiro, lors de la vente des brevets en 1992... https://swisscorruption.info/pdc/#trade_rio



Le Chef des Armées et Commandant de Corps Thomas SÜSSLI (2020) a occupé – entre 1989 et 2001 – diverses fonction auprès d’UBS Bâle, Zürich et Londres. Il a sous ses ordres l’Etat-major de l’Armée, le Commandement des opérations, la Base logistique de l’armée, ainsi que la Base d’aide au commandement et le Commandement de l’instruction.

Son curriculum-vitae officiel (carrière civile) est intéressant et démontre que sa carrière a suivi le blanchiment des royalties... :

- 2015 Entrée au corps des officiers de carrière
- 2014 **CEO Vontobel Financial Products**, Singapour
- 2011 Directeur Head Investment Advisory International **Credit Suisse AG**
- 2008 Executive Director Head of Processing Management **Bank Vontobel AG**
- 2001 (1999-2001) COO et copropriétaire Head Collateral Trading IT **UBS AG**
- 2002 IFBS International Financial Business Solutions AG Zürich (**Plusieurs membres au RC de SBG/UBS**)
- 1989 Officier/Chef de laboratoire, Mission de l’ONU UNTAG Namibia

Un homonyme de Thomas SÜSSLI avec la même origine mais domicilié dans la région genevoise, apparaît aussi dans notre base de données. S’agit-il d’un parent dans l’escroquerie des royalties et à leur blanchiment ?

- 1997 FC Financière de la Cité Genève (RC où figurent des Administrateurs qui font partie du **noyau du complot** de l’escroquerie des royalties...)
- 2000 BERYL Management SA Genève (**noyau du complot**)
- 2004 **HSBC Private Bank** (Suisse) SA Genève
- 2007 THEBS Consulting Sàrl Genève Chancy
- 2022 Banque Julius Baer & Cie SA Genève

Quoi qu’il en soit, le Commandant de Corps **Thomas SÜSSLI n’a pas sa place à la tête des Armées suisses et il doit être destitué sans délai, tout comme sa Ministre de tutelle Viola AMHERD qui l’a nommé. Au surplus, en fonction de la « collégialité / complicité » dans les CRIMES dénoncés plus haut, c’est tout le Conseil Fédéral et les membres des Chambres fédérales qui doivent être destitués et poursuivis dans des enquêtes pénale pour trahison !**

« Comité des 300 »

Dans le monde obscur du pouvoir mondial, il existe une organisation clandestine connue sous le nom de « Comité des 300 ». Ce groupe énigmatique, composé d’individus influents issus de diverses sphères d’influence, exerce une immense emprise sur le destin des nations.

Le monde tel que nous le connaissons n’est pas ce qu’il paraît. Derrière la façade de la démocratie et de la gouvernance se cache un réseau d’individus qui exercent un pouvoir inimaginable. Le « Comité des 300 » est à l’épicentre de ce réseau de contrôle, manipulant les gouvernements, les économies et façonnant le destin de l’humanité elle-même.

Qui sont les Suisses membres de ce Comité diabolique :

Nom, Prénom	Origine	Implications
Ackermann Josef	SG	Credit Suisse, Swissair, Deutsche Bank (160 liens)
de Rothschild Benjamin	GE décédé	Dynastie Rothschild
Deiss Joseph	FR	Conseiller Fédéral – Ancien Président de l'ONU
Leigh-Pemberton James	GB	SG Warburg, Credit Suisse
Schwab Klaus	GE + DE	Forum Economic Mondial WEF Davos – Bilderberg, etc.
Villiger Kaspar	AG & LU	Conseiller Fédéral – Président UBS – Nestlé – Swiss-Re Global Leadership Foundation mondialiste
Weber Axel Alfred	DE	UBS – BRI – CREDIT SUISSE – Swiss Finance Council, etc.

Le « **Comité des 300** » déploie une vaste gamme d'outils pour garantir que son emprise sur le pouvoir reste incontestée. Les dissidents sont qualifiés de théoriciens du complot ou d'extrémistes, discréditant ainsi leurs affirmations. Des outils et algorithmes de détection d'IA sont utilisés pour supprimer les points de vue alternatifs, garantissant ainsi que la vérité reste enfouie sous des couches de propagande et de désinformation.

21 objectifs des Illuminati et du Comité des 300

1. Établir un gouvernement mondial unique/un nouvel ordre mondial avec une église et un système monétaire unifiés sous leur direction. Le gouvernement mondial unique a commencé à créer son église dans les années 1920 et 1930, car il a réalisé que la croyance religieuse inhérente à l'humanité devait avoir un exutoire et, par conséquent, a créé un corps « d'église » pour canaliser cette croyance. croyance dans la direction qu'ils désiraient.
2. Provoquer la **destruction totale de toute identité nationale et de toute fierté nationale**, ce qui était une considération primordiale si l'on voulait que le concept d'un gouvernement mondial unique fonctionne. **voir ce lien : <https://swisscorruption.info/immigration> (Vidéo SARKOZY)**
3. Organiser et provoquer la **destruction de la religion**, et plus particulièrement de la religion chrétienne, à la seule exception, leur propre création, comme mentionné ci-dessus.
4. Établir la capacité de contrôler chaque personne grâce à des **moyens de contrôle mental** et à ce que Zbigniew Brzezinski a appelé la technotronic, qui créerait des robots ressemblant à des humains et un **système de terreur** qui ferait ressembler la Terreur rouge de Félix Dzerzhinski à des enfants en train de jouer.
5. Mettre fin à toute industrialisation et mettre fin à la production d'énergie électrique nucléaire dans ce qu'ils appellent « la société postindustrielle à croissance zéro ». Sont exclus les secteurs de l'informatique et des services. Les industries américaines qui resteront seront exportées vers des pays comme le Mexique où une main-d'œuvre esclave abondante est disponible. Comme nous l'avons vu en 1993, cela est devenu un fait grâce à l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain, connu sous le nom d'ALENA. Aux États-Unis, les chômeurs, à la suite de la destruction industrielle, deviendront soit des dépendants à l'opium,

à l'héroïne et/ou à la cocaïne, soit ils deviendront des statistiques dans l'élimination du processus de « **surpopulation** » que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de « **Global 2000** ».

« Crime du siècle » : [les grandes sociétés pharmaceutiques ne veulent pas que vous sachiez quelles sont les alternatives !](#)

6. Encourager, et à terme légaliser l'usage de drogues et faire de la pornographie une « forme d'art », qui sera largement acceptée et, à terme, deviendra tout à fait banale.

7. Provoquer le dépeuplement des grandes villes selon l'essai mené par le régime de Pol Pot au Cambodge. Il est intéressant de noter que les plans génocidaires de Pol Pot ont été élaborés aux États-Unis par l'une des fondations de recherche du **Club de Rome** et supervisés par Thomas Enders, un haut fonctionnaire du Département d'État. Il est également intéressant de noter que le comité cherche actuellement à réintégrer les bouchers de Pol Pot au Cambodge.

8. Supprimer tout développement scientifique à l'exception de ceux jugés bénéfiques par les Illuminati. L'énergie nucléaire à des fins pacifiques est particulièrement ciblée. Les expériences de fusion sont particulièrement détestées et sont actuellement méprisées et ridiculisées par les Illuminati et leurs chacals de la presse. **Le développement de la torche à fusion ferait sauter par la fenêtre la conception des Illuminati sur les « ressources naturelles limitées ». Une torche à fusion, correctement utilisée, pourrait créer des ressources naturelles illimitées et encore inexploitées, même à partir des substances les plus ordinaires.** Les utilisations de la torche à fusion sont légion et bénéficieraient à l'humanité d'une manière qui, jusqu'à présent, n'est même pas comprise par le public.

9. Causer, au moyen de A) des guerres limitées dans les pays avancés,

B) à cause de la famine et des maladies dans les pays du tiers monde, la mort de trois milliards de personnes d'ici 2050, des gens qu'ils appellent des « mangeurs inutiles ». Le Comité des 300 (Illuminati) a chargé Cyrus Vance d'écrire un article sur la manière de provoquer un tel génocide. Le document a été produit sous le titre « Rapport mondial 2000 » et a été accepté et approuvé pour action par l'ancien président James Earl Carter et Edwin Muskie, alors secrétaire d'État, pour et au nom du gouvernement américain. Selon les termes du rapport Global 2000, la population des États-Unis doit être réduite de 100 millions d'ici 2050.

10. Affaiblir la fibre morale de la nation et démoraliser les travailleurs de la classe ouvrière en créant un chômage de masse. Alors que les emplois diminuent en raison des politiques post-industrielles de croissance zéro introduites par le Club de Rome, le rapport envisage des travailleurs démoralisés et découragés recourant à l'alcool et aux drogues. La jeunesse du pays sera encouragée par la musique rock et la drogue à se rebeller contre le statu quo, sapant ainsi et finalement détruisant la cellule familiale. À cet égard, le Comité a chargé l'Institut Tavistock de préparer un plan sur la manière d'y parvenir. Tavistock a demandé à Stanford Research d'entreprendre les travaux sous la direction du professeur Willis Harmon. Ce travail est devenu plus tard connu sous le nom de « Conspiration du Verseau ».

11. Empêcher les peuples du monde entier de décider de leur propre destin en créant une crise après l'autre, puis de « gérer » ces crises. Cela confondra et démoralisera la population dans la mesure où, confrontée à trop de choix, elle en résultera une apathie à grande échelle. Dans le cas des États-Unis, une agence de gestion des crises est déjà en place. Elle s'appelle l' **Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA)**, dont j'ai décrit l'existence pour la première fois en 1980.



Cliquer « Démarrer » deux fois – Vidéo en anglais

12. Introduire de nouveaux cultes et continuer à renforcer ceux qui existent déjà, notamment les gangsters de la musique rock tels que les Rolling Stones (un groupe de gangsters très favorisé par la noblesse noire européenne) et tous les groupes de rock créés par Tavistock et qui ont commencé avec les Beatles.

13. Continuer à développer le culte du fondamentalisme chrétien commencé par Darby, serviteur de la Compagnie britannique des Indes orientales, qui sera utilisé à mauvais escient pour **renforcer l'État sioniste d'Israël** en s'identifiant aux Juifs à travers le mythe du « peuple élu de Dieu » et en donner des sommes d'argent très importantes à ce qu'ils croient à tort être une cause religieuse en faveur du christianisme.

14. Faire pression pour la propagation de cultes religieux tels que les Frères musulmans, le fondamentalisme musulman, les sikhs, et mener des expériences de contrôle mental du type Jim Jones et « Son of Sam ». Il convient de noter que **feu Khomeini était une création de la Division du renseignement militaire britannique. 6, MI6.** Ce travail détaillé expose le processus étape par étape que le gouvernement américain a mis en œuvre pour **mettre Khomeini au pouvoir.**

15. Exporter les idées de « libération religieuse » à travers le monde afin de *mettre à mal* toutes les religions existantes, mais plus particulièrement la religion chrétienne. Cela a commencé avec la « Théologie jésuite de la libération », qui a mis fin au règne de la famille Somoza au Nicaragua et qui détruit aujourd'hui le Salvador, entré dans une « **guerre civile** » depuis 25 ans .

Le Costa Rica et le Honduras sont également impliqués dans des activités révolutionnaires, incitées par les Jésuites. Une entité très active engagée dans ce qu'on appelle la théologie de la libération est la Mission Mary Knoll, d'orientation communiste. Cela explique l'attention médiatique considérable accordée au meurtre de quatre des soi-disant religieuses de Mary Knoll au Salvador il y a quelques années. Les quatre religieuses étaient des agents subversifs communistes et leurs activités ont été largement documentées par le gouvernement du Salvador. La presse américaine et les nouveaux médias ont refusé d'accorder la moindre place ou couverture à la masse de documents possédés par le gouvernement salvadorien, qui prouvaient ce que faisaient les religieuses de la Mission Mary Knoll dans le pays. Mary Knoll est en service dans de nombreux pays et a joué un rôle de premier plan dans l'introduction du communisme en Rhodésie, au Mozambique, en Angola et en Afrique du Sud.

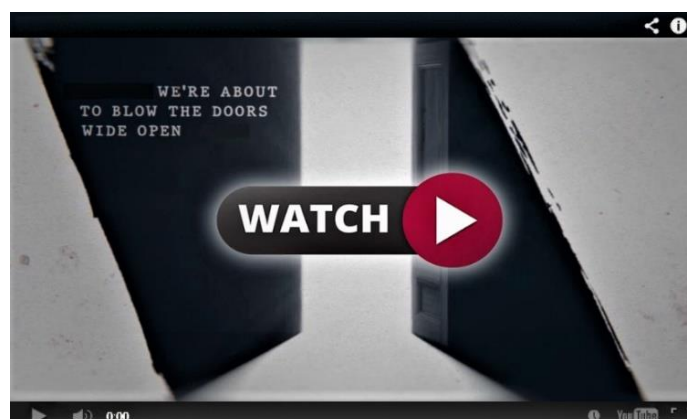
16. Provoquer un effondrement total des économies mondiales et engendrer un chaos politique total.

17. Prendre le contrôle de toutes les politiques étrangères et intérieures des États-Unis.

18. Apporter le plus grand soutien aux institutions supranationales telles que les Nations Unies, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque des règlements internationaux, la Cour mondiale et, dans la mesure du possible, rendre les institutions locales moins efficaces, en les supprimant progressivement ou les placer sous le manteau de l'ONU.

19. Pénétrer et renverser tous les gouvernements et œuvrer de l'intérieur pour détruire l'intégrité souveraine des nations qu'ils représentent.

AVERTISSEMENT : Regarder la vidéo suivante vous donnera accès à des connaissances que le gouvernement ne veut PAS que vous connaissiez.



Cliquer « Watch » deux fois – Vidéo en anglais

20. Organiser un appareil terroriste mondial [Al-queda, ISIS, ISIL, etc.] et négocier avec les terroristes chaque fois que des activités terroristes ont lieu. On se souvient que c'est Bettino Craxi qui a persuadé les gouvernements italien et américain de négocier avec les Brigades rouges ravisseurs du Premier ministre Moro et du général Dozier. En passant, Dozier a reçu l'ordre strict de ne pas parler de ce qui lui était arrivé. S'il brise un jour ce silence, il deviendra sans aucun doute « un horrible exemple de », de la manière dont Henry Kissinger a traité Aldo Moro, Ali Bhutto et le général Zia ul Haq.

21. Prendre le contrôle de l'éducation en Amérique avec l'intention et le but de la détruire complètement. D'ici 1993, les effets de cette politique seront pleinement visibles et seront encore plus destructeurs à mesure que les écoles primaires et secondaires commenceront à enseigner « l'éducation basée sur les résultats » (OBE).

Lien de l'article original : <https://amg-news.com/elite-network-exposed-know-your-enemy-list-of-mysterious-committee-of-300-21-goals-of-the-illuminati-committee-of-300/> (*souris de droite pour traduire*)